

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 RUE WEBER  
CS 52002  
30907 Nîmes

Nîmes, le 08/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### LES CALCAIRES RÉGIONAUX

La Salle  
BP 5  
13320 Bouc-Bel-Air

Références : -  
Code AIOT : 0006605754

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2025 dans l'établissement LES CALCAIRES RÉGIONAUX implanté L'Etang et Jasse des Cabres 30129 Manduel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite inopinée dans le cadre de l'accueil des déblais issus du chantier des Cadereaux de Nîmes

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CALCAIRES RÉGIONAUX
- L'Etang et Jasse des Cabres 30129 Manduel
- Code AIOT : 0006605754

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière alluvionnaire en eau. La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 4 mars 2014 pour une durée de 7 ans, historiquement dans le but de fournir en granulat les besoins de la gare TGV de Manduel. Un changement d'exploitant est intervenu en 2017, la société Guintoli ayant cédé l'activité à la société Calcaires Régionaux. La société Calcaires Régionaux a été re-autorisée à exploiter le 31 mai 2024 pour une durée de 6 ans.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Pollution des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.1	Mesures d'urgence	1 jour
3	Gestion des eaux pluviales, eaux usées et points de rejets	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Pompage illégal dans la nappe pour les besoins de la carrière
- Acceptation non autorisée de matériaux issus du chantier des Cadereaux de Nîmes
- Absence de justification du caractère inerte des matériaux et de leur compatibilité au fond géochimique local

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Pollution des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions relatives aux matériaux de remblaiement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être compatibles avec le fond géochimique local. Ne sont acceptés sur le site que les terres et cailloux relevant du code déchet 17 05 04, préalablement trié dans un centre dédié de manière à garantir leur caractère inerte.

Exceptionnellement, pour un chantier local conséquent et après sollicitation de l'inspection des installations classées, il pourra être autorisé l'acceptation de ses terres et cailloux dans le respect des présentes dispositions.

Avant leur utilisation pour remblaiement, ces déchets sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour l'environnement et les populations avoisinantes.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et moyens de transports utilisés et qui atteste de la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tient un registre sur lequel sont répertoriés les éléments précités ainsi qu'un plan permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les arrêtés ministériels du 12 décembre 2014 et du 31 mai 2021 visés dans l'article 1.1.4 du présent arrêté précisent les conditions d'acceptation des inertes extérieurs le contenu des registres de suivis.

### **Constats :**

Lors de la visite inopinée, l'inspection a constaté la présence de matériaux extérieurs en quantité importante sur le site qui sont issus, selon le chef de carrière, du chantier des Cadereaux de Nîmes. Le chef de carrière a indiqué que ces matériaux transitent par le site de Garons pour procéder à la pesée des matériaux puis sont redirigés vers la carrière alluvionnaire de Manduel où ils sont stockés en vue du remblaiement. L'exploitant a indiqué qu'il prévoit de débiter le remblaiement au cours du mois de Janvier 2025.

L'exploitant n'a pas pu justifier à l'inspection de la compatibilité des matériaux avec le fond géochimique local.

Par ailleurs il a présenté à l'inspection deux documents d'acceptation préalable relatif aux déblais du chantier des Cadereaux de Nîmes faisant état de plusieurs incohérences :

- un document d'acceptation préalable n° 0065-LCR-GAR-1435-2024-733 identifiant le producteur "Nîmes métropole" et le site d'accueil de Garons sur lequel l'inspection a constaté l'absence de renseignement des données relatives à l'identification des déchets, l'inexactitude des éléments relatifs au caractère polluant du chantier et de l'identification du site d'accueil qui n'est pas l'exutoire final.
- un document d'acceptation préalable n° 0065-LCR-MAN-18685-2025-8-AD pour les mêmes déchets issus dudit chantier sur lequel l'inspection a constaté l'inexactitude des coordonnées du producteur, identifié comme étant la Sté les Calcaires régionaux et le site d'accueil étant la carrière de Manduel. Sur ce document, la quantité de déchets renseignée est de 50 000 t.

L'exploitant indique que les déblais sont stockés temporairement sur le site du chantier dans des casiers avoisinant les 800m3 dans l'attente de la réalisation des analyses (pack ISDI) puis le transport des déblais s'opère par camions d'une capacité de chargement maximale de 30 t. A cet effet, il présente à l'inspection le rapport mensuel listant les transactions réalisées durant le mois de novembre et les quantités de déchets idoines ainsi que quatre rapports d'analyses du laboratoire AGROLAB datés du 21/10/2024, 23/10/2024, 02/12/2024 et 04/12/2024. La démonstration de la cohérence entre les lots de matériaux stockés sur la carrière et les résultats d'analyses n'a pu être faite par l'exploitant, ni la présentation et la représentativité du plan d'échantillonnage réalisé sur le stock des matériaux ayant fait l'objet de ces résultats d'analyses avant départ du site du chantier des cadereaux de Nîmes.

L'exploitant a accepté ces matériaux issus d'un chantier exceptionnel sans l'accord de l'inspection des installations classées conformément à la disposition susvisée. Il a déposé un porter à connaissance le 3/12 /2024 pour accueillir les déblais en provenance du chantier des Cadereaux de Nîmes dont la quantité est estimée à 30 000t. L'inspection a sollicité des compléments le 23/12/2024 auxquels l'exploitant n'a pas répondu à ce jour . L'inspection souligne que la quantité indiquée sur le DAP contrôlée est notablement plus élevée (50000 t) que celle sollicitée dans le porter à connaissance (30000 t).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

1. Suite aux constats formulés ci-dessous, il est formellement interdit à l'exploitant de procéder au remblaiement du lac avec des matériaux extérieurs.

**Délai de la mesure : immédiat**

2. L'exploitant est tenu de :

- justifier de la compatibilité des matériaux issus du chantier des cadereaux de Nîmes au fond géochimique local;
- justifier du caractère inerte de ces déblais et établir des documents d'acceptation préalables conformes aux dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé;
- régulariser le PAC relatif à l'accueil des déblais issus du chantier par la fourniture des compléments attendus et la définition exacte des quantités prévues

**Délai : 1 mois**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription**

**Proposition de délais : 1 mois**

**N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau**

**Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.1**

**Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements**

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours ne sont pas autorisés.

Les besoins en eau pour l'activité de la carrière se limitent au fonctionnement des installations, à l'arrosage des stocks et l'arrosage de la piste d'accès au site.

L'eau est prélevée à la borne Bas Rhône Languedoc situé à l'angle sud-ouest du site. La consommation d'eau pour le lavage des matériaux est d'environ 1.7m3 d'eau par tonne de matériaux traités soit 155m3/h.

Les volumes d'eau consommés seront mesurés mensuellement et reportés dans le bilan annuel.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence d'un groupe de pompage d'une capacité de 170 m3/h pompant directement dans la nappe phréatique et alimentant les installations de traitement des matériaux extraits.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant est tenu de stopper sans délai le pompage dans la nappe phréatique, et de démonter les installations prévues à cet effet et les évacuer du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

**N° 3 : Gestion des eaux pluviales, eaux usées et points de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux prélevées
<b>Prescription contrôlée :</b>
[...] Les eaux prélevées dans le canal du Bas-Rhône-Languedoc et destinées au fonctionnement des installations ne sont pas rejetées dans la nappe. [...]
<b>Constats :</b>
Les eaux prélevées dans le canal Bas Rhône Languedoc sont stockées dans un bassin étanche formée d'argile à l'entrée du site. Le chef de carrière a déclaré que cette installation présentait des fuites.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'étanchéité et de l'adaptation du dimensionnement de leur ouvrage de stockage au volume d'eaux nécessaire au fonctionnement de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois